

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 28/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VERMOT TP (Plateforme mâchefers)**

16 rue Pasteur  
25650 Gilley

Références : UID257090/SPR/JP/AR 2024 - 0328B  
Code AIOT : 0012900070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement VERMOT TP (Plate forme mâchefers) implanté RANG DE BEMONT 25390 FLANGEBOUCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des ICPE, selon les principes du plan pluriannuel de contrôles (PPC), qui fixe une fréquence minimale d'une visite tous les ans, tous les trois ans ou tous les sept ans selon les caractéristiques de l'établissement, ainsi que de la réalisation d'actions diverses liées (actions nationales, actions "coup de poing, etc). La fréquence de visite du site en question est tous les sept ans. La visite a permis de contrôler certains points en lien avec le dossier d'autorisation environnementale concernant l'exploitation du site de Flangebouche par la société VERMOT TP.

---

Pour mémoire, chaque Français produit un kilo d'ordures ménagères chaque jour avec un volume à traiter toujours plus important. Alors que l'enfouissement n'est pas une solution à retenir, l'incinération, combinée à la valorisation des matières recyclables (papiers, cartons, plastiques,..),

s'impose comme le mode de traitement le plus répandu dans les communes.

Mais l'incinération produit aussi ses propres déchets, les MIOM (mâchefers d'incinération d'ordures ménagères) encore appelés mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) et les REFIOM (résidus de fumée d'incinération d'ordures ménagères).

Alors que les REFIOM, considérés comme déchets ultimes du fait de leur toxicité, doivent être envoyés en décharge, les MIDND, lorsqu'ils sont valorisables, peuvent au contraire être utilisés dans le BTP, évitant ainsi des coûts importants de mises en décharge pour les collectivités.

A l'heure où les granulats naturels deviennent plus rares et donc plus chers, l'utilisation de MIDND représente une alternative économique et environnementale à l'extraction de granulats.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERMOT TP (Plateforme mâchefers)
- RANG DE BEMONT 25390 FLANGÉBOUCHE
- Code AIOT : 0012900070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme de Flangebouche exploitée par l'entité VERMOT TP faisant partie du groupe EUROVIA - VINCI regroupe plusieurs activités / entités au sens ICPE.

Notre visite d'installation sur site a concerné uniquement la partie stockage des mâchefers en provenance des UIOM.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Consommation et rejet en eau
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

Les différents contrôles réglementaires sont synthétisés dans un tableur informatisé de suivi. La période de l'inspection (entrée de période hivernale) et une période calme pour l'activité. Effectivement les différents lots stockés sur site ont été en quasi totalité évacués et la période hivernale annonce la préparation de la plate-forme à recevoir de nouveaux lots de mâchefer. Néanmoins les bilans annuels devront être produits concernant la traçabilité de l'ensemble de la filière mise en œuvre, ceci dans le respect des réglementations applicables (registre, conditions de mise en œuvre et de valorisation, temps de séjours, etc).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Identification et bilan	Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 16	Demande d'action corrective	15 jours
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 17	Demande d'action corrective	3 mois
6	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 22	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité réglementaire	Arrêté Préfectoral du 06/01/2006	Sans objet
2	Activité de stockage	Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 13	Sans objet
3	Suivi et registre	Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 15	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Bien que le suivi par SIG fiabilise l'enregistrement de l'information au dire de l'exploitant, la réalisation de bilans annuels est nécessaire pour détailler de façon précise le fonctionnement du site sur douze mois.

L'idée principale étant d'avoir dans un document de synthèse l'ensemble des tonnages par producteur; mais également les caractéristiques des lots, classes de mâchefer à réception, lieu de mise en œuvre, etc. Ceci permettra notamment de justifier des temps de séjour sur site des lots réceptionnés, mais également de l'ensemble des paramètres définis en application de l'arrêté du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

De plus l'exploitant pourra en profiter pour consigner les éventuels problèmes rencontrés (taux d'imbrûlés, qualité, etc) représentant un frein à la mise en œuvre / valorisation des mâchefers réceptionnés.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Conformité réglementaire**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2006
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les activités du site sont réglementées par :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006 1701-00354 du 17 janvier 2006.  Par courrier du 15 février 2013, nous avons acté le bénéfice de l'antériorité suite à la parution des nouvelles rubriques déchets.  Par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 06 janvier 2020.</p> <p>Ainsi L'activité relève des rubriques suivantes :</p> <p>2515-2 : mélange de produits (mâchefers et liants hydrauliques).  2713-2 : Installation de tri en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, ...</p>

2791-1: installation de traitement de déchets non dangereux (maturation des mâchefers).
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que sont aujourd'hui acceptés sur le site des mâchefers déferrailés et non déferrailés en provenance d'UIOM (PREVAL et SYBERT).</p> <p>Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 janvier 2020 de la plateforme de mâchefers exploitée par la société VERMOT TP a été pris à la suite d'un porter à connaissance comprenant notamment la modification selon laquelle les mâchefers pouvaient être acceptés non déferrailés sur le site en vue de l'être ; auquel s'ajoute une preuve de dépôt au titre de la rubrique 2713 (stockage de déchets métalliques) délivrée pour compléter ce porter à connaissance, l'inspection des installations classées confirme que les mâchefers d'UIOM peuvent donc être admis non déferrailés sur le site de VERMOT TP à Flangebouche.</p> <p>Cette modification devra être intégrée à l'occasion de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Activité de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'aire de stockage des mâchefers sera située à l'intérieur d'un hangar couvert et étanche raccordé à une cuve de 5 m<sup>3</sup> également étanche pour la récupération des égouttures éventuelles.</p> <p>Cette cuve sera équipée d'une alarme de niveau haut et sera vidangée aussi souvent que nécessaire. Son contenu sera traité comme un déchet et éliminé dans des installations dûment autorisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage couvert est réalisé à l'abri de deux auvents (environ 1 900 et 1 700 m<sup>2</sup> au sol sur dalle béton) fermés sur trois côtés et accessible en face avant.</p> <p>D'après le plan de recollement du site, une cuve de récupération d'éventuelles égouttures est en place pour chaque bâtiment. Chaque cuve présente un volume de 7 m<sup>3</sup>. (la mise en place de l'alarme n'a pas été contrôlé lors de cette visite, l'exploitant intégrera le contrôle du bon fonctionnement de celle-ci à son document d'enregistrement des contrôles sur la plate-forme)</p> <p>Les surfaces extérieures quant à elles sont revêtues (macadam), elles sont reliées à des séparateurs d'hydrocarbures avant infiltration des eaux.</p> <p>L'exploitant intègre dans son document de synthèse de suivi et d'enregistrement des contrôles réglementaires le contrôle annuel de ces cuves de récupération des égouttures, ainsi que des interventions sur les différents séparateurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Suivi et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque arrivage de mâchefers sera consigné sur un registre informatique dans lequel il sera mentionné l'origine, les quantités, la date d'arrivée, le numéro du lot et l'emplacement sur le site.</p> <p>Chaque sortie sera également consignée en précisant les quantités, le numéro du lot, la date de sortie, l'identité et les coordonnées du client et le lieu de mise en œuvre.</p> <p>Ces registres seront tenus à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre informatisé pour le suivi de l'exploitation a été présenté lors de la visite d'inspection. L'ensemble des éléments mentionnés sont à fiabiliser pour permettre un suivi rigoureux des mâchefers valorisés par l'exploitant (reprenant notamment l'ensemble des éléments de l'arrêté du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux).</p> <p>L'exploitant enregistre et suit via un SIG l'utilisation et la mise en œuvre des différents lots valorisés.</p> <p>Bien que les résultats d'analyses soient accessibles via le SIG (à priori), l'exploitant veillera à archiver informatiquement l'ensemble des résultats d'analyses transmis par les différents sites producteurs des lots (Il joindra notamment les résultats d'analyses aux rapports annuels).</p> <p>Effectivement après un rapide contrôle via le SIG , il s'avère que l'interface ne donne pas accès à certain rapport d'analyse (Cf. rapport d'analyse VALAXION juillet 2023 pour exemple).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Identification et bilan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 16
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mâchefers seront identifiés par lots et chaque lot sera séparé et repéré sur place par un panneau indiquant leur provenance (BESANÇON, PONTARLIER, NOIDANS-LE-FERROUX, BOUROGNE, LONS-LE-SAULNIER ou MONTBÉLIARD), leur catégorie (V ou M) et leur mois de production.</p> <p>Un plan de gestion des lots de mâchefers sera réalisé.</p> <p>La quantité maximale de mâchefers présents à tout moment sur le site est fixée à 15 000 tonnes.</p>

<p>Un bilan annuel d'activité reprenant notamment les informations figurant dans les registres cités ci-dessus sera adressé à l'inspection des installations classées et aux exploitants des usines d'incinération concernées. Ce bilan comprendra notamment les indications citées plus haut sur les lieux de mise en œuvre ou de stockage des mâchefers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La quantité de stockage instantanée est bien inférieure au seuil de 15 000 tonnes : La période hivernale arrivant les stocks sur le début d'année suivant (2024) augmenteront mécaniquement.</p> <p>L'exploitant réalise une gestion par provenance pour le stockage des mâchefers dans les alvéoles dédiées (Preval et Sybert notamment ...).</p> <p>L'affichage actuel ne répond pas au besoin d'identification des lots (panneaux vétustes, affichage dégradé).</p> <p>Un nouveau système de panneaux va être mis en place (code couleur / mois / provenance pour identification par alvéoles dédiés). L'exploitant doit veiller à indiquer la classe de mâchefer des lots sur site.</p> <p>Bien que le suivi soit réalisé à l'aide d'un géoréférencement par SIG, l'accès ne permet pas d'avoir rapidement une synthèse des informations détaillées.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les trois derniers bilans annuels (2021 - 2022 - 2023) sous quinzaine à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il produira notamment des tableaux de synthèse regroupant les tonnages annuels par provenance et les registres mentionnés à l'article 15, ainsi que l'ensemble des critères de l'arrêté du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Cette synthèse détaillera la répartition des tonnages par provenance et par catégories de mâchefers ; ainsi que le devenir des lots. Il détaillera les éventuels problèmes rencontrés (à réception, qualité des mâchefers, etc).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont alimentées à partir du réseau urbain d'eau potable pour une consommation approximative de 150 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>L'eau sera seulement utilisée pour humidifier si nécessaire les mâchefers stockés et pour le lavage des sols avec la balayeuse aspiratrice.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Un seul compteur d'eau est installé pour l'ensemble du site.</p> <p>Ce compteur comptabilise la totalité des consommations du site qui comprend d'autres activités ICPE (centrale à enrobé, ...).</p> <p>La consommation annuelle de l'ensemble des installations est de <b>1 400 m<sup>3</sup> en 2022</b>.</p> <p>L'exploitant doit étudier la possibilité d'installer des sous compteurs permettant de quantifier par activités ses consommations d'eau.</p> <p>Il transmettra la synthèse de l'étude concernant le dimensionnement / positionnement et mise en place de compteur supplémentaire.</p> <p>Cela permettra ainsi d'établir des ratios de consommations par grandeurs caractéristiques de son activité (T, m<sup>3</sup>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Protection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2006, article Article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation sera équipée de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et à son importance et en particulier d'une réserve artificielle d'une capacité de 60 m<sup>3</sup> alimentée par les eaux pluviales.</p> <p>Celle-ci devra être incongelable, signalée conformément à la NFS 61-221 et disposer soit d'un trou d'homme de diamètre 80 cm ou d'une colonne fixe d'aspiration munie d'un demi raccord à bourrelet conforme à la NFS 61-703.</p> <p>Cette réserve devra être à moins de 5 mètres de la voie accessible par les engins d'incendie et à moins de 10 mètres au moins du hangar, ceci pour des raisons de sécurité.</p> <p>L'exploitant devra veiller à ce que les voies d'accès à l'établissement soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les consignes d'incendie sont affichées en permanence et de façon apparente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La réserve est bien présente et matérialisée sur les plans.</p> <p>L'accès n'étant pas libre en totalité le jour de la visite, l'exploitant a diligenté une intervention la semaine suivante permettant de nettoyer en totalité la zone comprenant la réserve, ainsi que les accès.</p> <p>Il prévoit également de remettre à jour l'affichage nécessaire concernant la signalisation des différentes trappes / trou d'homme d'accès voir des colonnes fixes d'aspiration.</p> <p>L'exploitant rédigera les consignes incendie et les affichera en permanence et de façon apparente à proximité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois